



Ce 18 octobre 2022, journée de mobilisation interprofessionnelle unitaire, pour l'augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux, pour la défense de nos retraites et du droit grève, près de 180 manifestations de proximité ont permis à 300 000 personnes de se rassembler, partout en France.

450 à Gap, 2500 à Pau, 7000 à Bordeaux, 10 000 au Havre, 70 000 à Paris.

Dans les suites de la journée du 29 septembre, les salariés des raffineries ont décidé de la poursuite de leur mouvement face aux propositions insuffisantes de leur direction. Leur haut niveau de mobilisation a contraint le gouvernement à recourir à des réquisitions absolument inacceptables portant atteinte au droit constitutionnel de grève. Les ministres comme les médias ont tenté en vain de discréditer ces grèves plus que légitimes. Les salariés ont donc aussi manifesté, ce jour, pour défendre le droit de grève de toutes et tous.

La question centrale, remise au coeur du débat par la CGT depuis des mois, l'augmentation générale des salaires, a donc mobilisé de nombreux salariés, issus de secteurs très différents : livreurs chez Amazon, aides à domicile en ADMR, ouvriers chez Nestlé Purina, agente clientèle à la SNCF, décoratrice au théâtre d'Annecy...

Leur point commun, c'est leur détermination à être entendu par le gouvernement et le patronat pour imposer un autre partage des richesses créées par leur travail. Leur message est clair : il faut arrêter d'enrichir le capital au détriment des salariés qui, eux, portent l'économie du pays.

Cela s'est vérifié avec des taux forts de grève, comme 95% chez VISKSE à Compiègne, 97% chez MAGNETI MARELLI, à Argentan, la fermeture de tous les accueils CAF en Haute-Garonne ou bien encore 60% de grévistes dans les lycées professionnels et bien d'autres.

Si les premières victoires nous remontent – avec, par exemple, les 50% de grévistes des transports Breger à Laval qui, dès leur premier jour de grève, ont obtenu une augmentation générale de 6,9% – nous devons enfoncer le clou pour mobiliser et gagner partout.

En effet, nos salaires, pensions et allocations ne suffisent plus, aujourd'hui, pour faire face aux différentes hausses : +8% dans l'alimentaire, +15% pour les transports et +22% pour l'énergie.

Pour faire face à nos besoins immédiats mais aussi pour financer nos retraites ou notre système de protection sociale, c'est bien le niveau de nos salaires qui compte.

À l'heure où les premières factures d'électricité vont arriver, la précarité gagne du terrain. L'urgence sociale ne semble pas être le logiciel de la majorité qui préfère durcir les conditions d'accès à l'assurance-chômage et refuse de taxer les super-profits.

Les solutions immédiates passent par l'augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux. Cela passe par la revalorisation immédiate du Smic à 2000 euros brut, la remise en place d'une échelle mobile des salaires et, a minima, une indexation des salaires et pensions sur l'inflation.

La CGT continue sans attendre à travailler au rassemblement de tous les travailleurs et travailleuses, pour donner des suites rapides à cette mobilisation d'ampleur et décider, avec eux, des modalités d'action à venir. Il est de notre responsabilité de gagner pour toutes et tous des augmentations générales de salaire conséquentes.

Public: [Infos / actions](#)
[Luttes 2022](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
